

PRÉFECTURE DE L'ISÈRE

3ème DIRECTION
2ème BUREAU

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

CGU

df

ARRÊTÉ n° 87-255

Rappeler dans votre réponse les indications
ci-dessus et faire figurer obligatoirement
sur l'enveloppe l'adresse postale suivante

PRÉFECTURE DE L'ISÈRE
BOITE POSTALE 1046
38 021 GRENOBLE CEDEX

Installations Classées

HP/YR

N° 22269

LE PREFET, Commissaire de la République
du Département de l'Isère,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU la loi n° 76-663 du 19 Juillet 1976 relative aux Installations
Classées pour la Protection de l'Environnement, modifiée;

VU le décret n° 77-1133 du 21 Septembre 1977 pris pour application
de la loi précitée, modifié et notamment son article 36;

VU le décret n° 53-578 du 20 Mai 1953 modifié;

VU le décret n° 86-188 du 6 Février 1986, modifiant la nomenclature
des installations classées et créant notamment la rubrique n° 355;

VU la circulaire ministérielle du 11 Mars 1986;

VU l'ensemble des décisions délivrées à la Société BALTHAZARD et COTTE
concernant les activités exercées dans son usine de SASSENAGE;

VU la déclaration en date du 7 Août 1986, de M. R. SAVARINO,
Directeur de la Société BALTHAZARD et COTTE, relative à l'utilisation
des transformateurs au PCB dans son usine de SASSENAGE;

VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date
du 5 Septembre 1986;

VU la lettre en date du 11 Septembre 1986, invitant le demandeur à se
faire entendre par le Conseil Départemental d'Hygiène et lui communiquant
le texte des prescriptions complémentaires proposées par l'Inspecteur des
Installations Classées;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 2 Octobre
1986;

VU la lettre en date du 20 10 1986 communiquant au requérant
le projet d'arrêté statuant sur sa déclaration;

~~VU la lettre en date du 20 10 1986 communiquant au requérant le projet d'arrêté statuant sur sa déclaration;~~

.../....

CONSIDERANT que l'utilisation des composants, appareils et matériels imprégnés en exploitation et dépôt de produit neuf contenant plus de 30 litres de PCB ou PCT est soumise à déclaration et répertoriée sous le n° 355 A de la nomenclature des installations classées;

CONSIDERANT que ces activités doivent être mises en conformité avec les nouvelles règles dans un délai de 2 ans à compter du 8 Février 1986, en application de la circulaire ministérielle du 11 Mars 1986 et qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires et particulières à la Société BALTHAZARD et COTTE;

A R R E T E :

ARTICLE 1er - La Société BALTHAZARD et COTTE est autorisée à utiliser 3 transformateurs, 2 batteries de condensateurs au PCB + 1 stock de 220 l de PCB dans son usine de SASSENAGE, implantés suivant la déclaration de l'exploitant en date du 7 Août 1986 activité soumise à déclaration (rubrique n° 355 A) sous réserve de respecter strictement les prescriptions complémentaires et particulières annexées au présent arrêté.

ARTICLE 2 - L'exploitant disposera d'un délai de 9 mois pour effectuer des investigations nécessaires aux vérifications de son matériel et d'un délai de deux ans à partir du 8 Février 1986 pour réaliser les travaux de mise en conformité de son matériel tels que définis aux paragraphes n°s 6 à 12 des prescriptions particulières ci-annexées;

ARTICLE 3 - L'exploitant devra en outre se conformer strictement aux dispositions édictées par le Livre II du Code du Travail et aux décrets réglementaires et arrêtés pris pour son application dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs, notamment au décret du 10 Juillet 1913 visant les mesures générales de protection et de salubrité.

ARTICLE 4 - Le permissionnaire sera tenu, en outre, de se conformer à toutes les mesures que l'administration croira devoir lui imposer ultérieurement dans l'intérêt de la sécurité et de la ~~salubrité~~ ^{santé} publiques, sans qu'il puisse prétendre à aucun dédommagement.

ARTICLE 5 - Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés notamment les droits du propriétaire des sols.

ARTICLE 6 - La présente autorisation ne dispense pas le bénéficiaire de satisfaire, le cas échéant, aux prescriptions de la réglementation en vigueur en matière de voirie et de permis de construire.

ARTICLE 7 - Tout exercice d'une activité nouvelle classée, tout transfert dans un autre emplacement, toute transformation, toute extension de l'exploitation devra faire l'objet d'une demande préalable d'autorisation au Préfet.

ARTICLE 8 - En cas de changement d'exploitant, le successeur est tenu d'en faire la déclaration au Préfet, dans le mois suivant.

ARTICLE 9 - La mise en fonctionnement ou la cessation d'activité de l'établissement entraîne obligatoirement pour l'exploitant d'en faire la déclaration dans un délai de 30 jours au Préfet, Commissaire de la République du Département de l'Isère, Service des Installations Classées.

ARTICLE 10 - L'intéressé ne pourra exercer ses activités tant qu'il n'aura pas satisfait à la totalité des conditions imposées par l'arrêté préfectoral d'ouverture sous réserve que l'exercice des activités soit compatible avec les dispositions du Plan d'Occupation des Sols (P.O.S.) de la commune et du Règlement Sanitaire Départemental.

ARTICLE 11 - Un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une copie dudit arrêté déposé aux archives de la Mairie, est tenue à la disposition de tout intéressé sera affiché à la porte de la Mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Le même extrait est affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le Département.

ARTICLE 12 - Le présent arrêté doit être conservé et présenté à toute réquisition.

ARTICLE 13 - Le Secrétaire Général de l'Isère, le Maire de SASSENAGE et l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé.

GRENOBLE, le 23 JAN. 1987

LE PREFET,
Commissaire de la République
du Département de l'Isère,

Pour le Préfet, Commissaire
de la République du Département
de l'Isère, et par délégation
Le Directeur,

C. ACHIN

POUR AMPLIATION
Le Chef de Bureau,



M. Common

M. COMMON